MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DU SUD-EST DE L'EUROPE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ATHENES

N° 44 – Edition du 14 septembre 2023

1

2

LE CHIFFRE A RETENIR : 2,25 MD €

LE MONTANT DE L'AIDE FINANCIERE PROPOSEE A LA GRECE PAR LA COMMISSION EUROPEENNE A LA SUITE DES INONDATIONS QUI ONT TOUCHE LE PAYS

Brève à dimension régionale

- Développement du corridor gazier vertical

Bulgarie

- Hausse du PIB par personne employée de 1,7 % en g.a. au deuxième trimestre 2023
- Accroissement annuel des actifs du secteur des assurances de 11,2 % au premier semestre 2023
- La dette publique à 20,2 % du PIB fin juillet 2023.
- Projet de décision de lever l'interdiction sur les importations de céréales en provenance de l'Ukraine
- Relance des appels d'offres pour la fourniture de matériel roulant ferroviaire pour 1,4 Md EUR
- Blocage par la Biélorussie de la candidature de la Bulgarie comme pays hôte de la COP29.

Chypre

- Standard and Poor's relève la perspective de l'économie chypriote
- Nouveau plan d'action pour des opérations F&A pour les PME
- L'encours nominal de la dette publique atteint 23,83 Md € au second trimestre 2023
- Ouverture officielle du campus de l'American University of Beirut (AUB) à Paphos
- Le nombre de fonds d'investissement recensés par la Banque Centrale de Chypre atteint 307 au second trimestre 2023

Grèce

- L'agence de notation DBRS a relevé la note de la Grèce en catégorie "investissement"
- En août, pour le deuxième mois consécutif, le taux d'inflation a augmenté pour s'établir à 2,7%
- La balance des voyages au premier semestre 2023 est restée excédentaire à 5,1 Md €
- La Commission a proposé de mobiliser 2,25 Md € pour aider la Grèce après les inondations meurtrières qui ont touché le pays,
- Les prix du marché immobilier résidentiel grec ont enregistré une hausse de +14,5 % en g.a. au T1-2023

Roumanie

- L'économie roumaine enregistre une croissance de +0,9 % au deuxième trimestre
- L'indice des Prix à la Consommation (IPC) a progressé de +0,5 % en août
- Le salaire net moyen a légèrement reculé en juillet, à 4 565 RON (923,9 €)
- La Roumanie demande une modification de son PNRR auprès de la Commission européenne
- L'indice de Production Industrielle (IPI) a reculé de -5,1 % sur les 7 premiers mois de l'année

Brève à dimension régionale

Développement du corridor gazier vertical. Les gestionnaires des réseaux de transport gazier de la Bulgarie (Bulgartransgaz), de la Roumanie (Transgaz), de la Hongrie (FGSZ), de la Slovaquie (Eustream), du terminal GNL flottant d'Alexandroúpolis (Gastrade) et de l'opérateur du gazoduc Grèce-Bulgarie ICGB se sont entendus, le 11 septembre lors d'une réunion à Thessalonique, sur la création d'un groupe de travail conjoint dont l'objectif sera d'accélérer les tests de marché pour les projets de renforcement des capacités le long du corridor gazier vertical (de la Grèce vers l'Europe du Nord). D'après le directeur de l'opérateur bulgare Bulgartransgaz, Vladimir Malinov, la Bulgarie prévoit le développement de ses infrastructures afin d'augmenter les capacités des points d'interconnexion avec la Grèce (Kulata-Sidirokastro) et avec la Roumanie (Kardam-Negru Voda) pour lesquels l'intérêt commercial, mesuré par les tests de marché, est très élevé.

Bulgarie

Macroéconomie et finances

Hausse du PIB par personne employée de 1,7 % en g.a. au deuxième trimestre 2023. Selon les données préliminaires de l'institut national statistique, au deuxième trimestre 2023, le PIB par personne employée a augmenté de 1,7 % en termes réels par rapport au T2 2022. Chaque employé a créé en moyenne 29,7 BGN de PIB par heure travaillée. Le nombre de personnes employées dans l'économie s'est élevé à 3,6 M. 60,4 % des personnes employées travaillaient dans le secteur des services, 24,4 % dans l'industrie et 15,2 % dans l'agriculture.

Accroissement annuel des actifs du secteur des assurances de 11,2 % au premier semestre 2023. Selon la Banque nationale, les actifs gérés par les 44 sociétés d'assurance opérant sur le marché bulgare se sont élevés à 5,2 Md € fin juin 2023, soit une hausse annuelle de 11,2 % par rapport à juin 2022. Les actifs des sociétés d'assurance vie ont augmenté de 2,5 % en g. a. à 1,42 Md € et ceux des établissements d'assurance non-vie se sont accrus de 14,9 %% à 3,8 Md €. En ce qui concerne la structure des actifs des sociétés d'assurance, les placements en titres autres qu'actions demeurent majoritaires (2,4 Md € soit 46 % des actifs totaux et une hausse annuelle de 12,6 %).

La dette publique à 20,2 % du PIB fin juillet 2023. Selon les données du ministère des Finances, la dette publique a baissé de 19,2 Md € en juin à 19 Md € en juillet (soit 20,2 % du PIB). La dette intérieure représente 28,9 % du montant total de la dette et la dette extérieure 71,1 %. Les obligations émises sur les marchés internationaux de capitaux constituent 54,8 % du montant total de la dette publique. 72,2 % de la dette publique est libellée en euros et 27,7 % en léva (BGN). 98,5 % de la dette publique est à taux d'intérêt fixe. 2 % de la dette a une maturité résiduelle inférieure à 1 an, 37,4 % de 1 à 5 ans, 34 % de 5 à 10 ans et 26,5 % supérieure à 10 ans.

Enjeux sectoriels et thématiques

Projet de décision de lever l'interdiction sur les importations de céréales en provenance de l'Ukraine
Le projet de décision déposé à l'Assemblée nationale par les députés de PC-BD, GuERB et MDL (deux-tiers de l'Assemblée nationale) de lever l'interdiction sur les importations de blé, maïs, colza et tournesol depuis l'Ukraine à partir du 15 septembre, a été adopté par la commission parlementaire pour la politique économique et les innovations. Le projet de décision doit être approuvé également en salle plénière. Par ailleurs, le Premier ministre, Nikolay Denkov a exprimé le soutien du gouvernement à ce projet de décision, qui est motivé par le renforcement de la concurrence sur le marché des céréales, la baisse des prix des produits alimentaires (laquelle aura un impact positif sur les consommateurs bulgares et contribuera à satisfaire aux critères d'adhésion du pays à la zone euro). La Bulgarie envisage de demander à la Commission européenne une compensation supplémentaire pour les pertes subies par les agriculteurs bulgares, en particulier ceux de tournesol ainsi qu'un soutien financier à l'amélioration des infrastructures le long des corridors de solidarité pour faire face à l'augmentation du transit des exportations de céréales de l'Ukraine vers des pays tiers. Le gouvernement s'engage à renforcer le contrôle phytosanitaire des produits en provenance de l'Ukraine.

Relance des appels d'offres pour la fourniture de matériel roulant ferroviaire pour 1,4 Md €. Après une suspension des appels d'offres liés à la fourniture de matériel roulant ferroviaire par le nouveau ministre bulgare des Transports et des communications, Georgi Gvozdeykov (pour le motif de défauts constatés dans les procédures lancées par l'équipe précédente, notamment l'omission du contrôle préliminaire obligatoire par le ministère des Finances ainsi que des exigences très restrictives) ces AO ont de nouveau été lancés le 4 septembre. Ils concernent : 7 rames automotrices à deux niveaux (valeur : 210 M € ; délai de réponse à l'AO : 30.10.2023 ; documentation disponible sur https://app.eop.bg/today/317664); 35 rames automotrices électriques (562 M €; 30.10.2023 ; https://app.eop.bg/today/320809); 20 trains électriques push-pull (613,5 M € ; 30.10.2023 ; https://app.eop.bg/today/320810) et 18 locomotives électriques (35 M € ; 31.10.2023 ; https://app.eop.bg/today/321381).

Blocage par la Biélorussie de la candidature de la Bulgarie comme pays hôte de la COP29. Le ministre de l'Environnement, Julian Popov, a annoncé le 12 septembre sur son profil Facebook, que la candidature de la Bulgarie en tant que pays-hôte de la 29ème conférence annuelle des Nations unies sur le climat (COP29) prévue pour 2024 a été bloquée par la Biélorussie suite à l'initiative de la Russie. Le ministre a rappelé que le groupe des pays de l'Europe de l'Est à l'ONU aurait dû prendre une décision par consensus mais la candidature de la Bulgarie a été injustement bloquée. D'après le ministre, la Bulgarie continuera à jouer un rôle important lors de la COP28 à Dubaï ainsi que lors de la COP29 quel que soit le lieu où cette dernière se tiendra.

Chypre

Macroéconomie et finances

Standard and Poor's a relevé la perspective de l'économie chypriote, de stable à positive, maintenant la note de crédit à long terme du pays à BBB. L'agence justifie sa décision par la performance globale de l'économie chypriote, qui s'est « normalisée » après dix années marquées par les cicatrices de la

crise financière de 2012-2013. Chypre a notamment connu un fort rebond économique post-covid (+6,6 % de croissance en 2021, +5,6 % en 2022) et a recommencé à dégager des excédents budgétaires en 2022 (2,1 % du PIB). S&P demeure en outre enthousiaste quant aux perspectives de moyen terme, tablant sur le maintien d'une croissance positive et légèrement inférieure à 3 % ainsi que sur des excédents budgétaires de 1,6 % du PIB en moyenne au cours des 4 prochaines années. Ces performances devraient permettre de ramener le niveau de dette publique à 52 % du PIB d'ici 2026, contre 86 % du PIB aujourd'hui. L'agence note également que, si le taux de prêts non-performants chypriotes reste parmi les plus élevés de la zone euro, celui-ci s'est continuellement amélioré ces dernières années, atteignant un point bas à 9 % en 2023. Dans son analyse, S&P déclare qu'elle pourrait relever la notation souveraine du pays au cours des 2 prochaines années en cas de contrôle des dépenses gouvernementales et de maintien de la trajectoire de désendettement public. De même, une réduction du déficit courant (-9,1 % du PIB en 2022), principale fragilité extérieure du pays, agirait en faveur d'une éventuelle amélioration de la note du pays. A l'inverse, plusieurs facteurs de vulnérabilité sont mis en avant en tant que potentiels freins à une telle décision. C'est notamment le cas (i) de la dette extérieure, qui demeure très élevée à Chypre (620 % du PIB), (ii) de la dépendance du pays aux importations de pétrole, matière première qui compte pour 86 % de son approvisionnement énergétique brut, ou encore (iii) de la capacité du pays à mener des réformes structurelles lui permettant d'accéder aux fonds prévus dans le cadre du plan de relance européen NextGenEU.

Approbation par le Conseil des Ministres d'un plan d'action pour la mise en place d'incitations aux opérations de fusion et acquisition concernant les PME. L'objectif du plan est de faciliter le développement d'entreprises compétitives à Chypre, en leur permettant d'atteindre une taille critique qui favorisera leur capacité à réaliser des économies d'échelle. Pour rappel, 93 % des entreprises chypriotes sont des PMEs. Les mécanismes d'incitation prévus dans le cadre de ce plan concernent notamment la modernisation du cadre législatif régissant les opérations de fusion et acquisition, la simplification des procédures via une réduction des étapes bureaucratiques, ainsi que la facilitation de l'accès au financement.

L'encours nominal de dette publique atteint 23,83 Md € à la fin du second trimestre 2023, soit environ 88,2 % du PIB. Ce montant est en légère hausse sur 3 mois (+4,2 %) suite à l'émission de sa première obligation souveraine « verte » en avril, d'un montant de 1 Md €. L'encours de dette a également été gonflé par un prêt de 45 M € décaissé auprès de la BEI, tandis qu'à l'inverse Chypre a remboursé pour 222 M € d'obligations domestiques au cours du second semestre, réduisant d'autant le montant nominal de la dette. La dette publique chypriote, entièrement libellée en euro, est notamment composée à 59 % d'obligations étrangères et 34 % d'instruments de prêts européens (MES, BEI, SURE, etc.), pour une maturité moyenne de 7,3 ans. En outre, 70 % de l'encours de dette a été émis à taux d'intérêt fixe. En 2023, les échéances de remboursement se chiffrent à environ 1,2 Md €, comprenant notamment le remboursement d'une obligation EMTN de 1 Md € en juillet.

Enjeux sectoriels et thématiques

Ouverture officielle du campus de l'American University of Beirut (AUB) à Paphos, près de 3 ans après le lancement du projet. La cérémonie d'ouverture a eu lieu le 7 septembre au Paphos Innovation Center, en présence des Ministres de l'éducation chypriote et libanais, de l'ambassadrice des Etats-Unis à Chypre et du maire de Paphos. Le président de l'AUB, Fadlo Khuri, a rappelé que le nouvel établissement, appelé American University of Beirut – Mediterraneo, sera doté de trois facultés (Arts & Sciences, Ingénierie, Business) pouvant accueillir plus de 2 000 étudiants d'ici une dizaine d'années.

Pour rappel, l'implantation de cette nouvelle université à Paphos suit celle de la Technical University of Cyprus, qui a récemment décidé d'y ouvrir une école liée au tourisme.

Le nombre de fonds d'investissement recensés par la Banque Centrale de Chypre atteint 307 au second trimestre 2023, contre 290 au T1 2023 et 257 fin 2021. Ces fonds gèrent un portefeuille global de 8,68 Md €, en hausse de 4,6 % sur le trimestre, et principalement composé de prises de participation en actions (6,70 Md € soit plus de 77 % des actifs totaux). Le secteur a connu une progression forte depuis la pandémie : seuls 178 fonds étaient recensés en décembre 2019, pour un portefeuille de 6,09 Md € à cette date.

Grèce

Macroéconomie et finances

L'agence de notation DBRS a relevé la note de la Grèce en catégorie "investissement", (de BBB- à BB+) une première depuis 2010. Il s'agit de la 1ère agence reconnue comme une des quatre institutions externes d'évaluation du crédit (ECAI) acceptées par l'Eurosystème. Ainsi, la dette grecque devient automatiquement éligible aux programmes d'achat d'actifs de la BCE et au réinvestissement des obligations arrivées à échéance dans le bilan de la banque centrale. Ce relèvement peut également faciliter l'accès des banques grecques au financement de gros en raison de l'élargissement du collatéral. L'impact sur les taux souverains grecs est incertain car, si cela permet d'élargir la base des investisseurs, il est probable que ce rehaussement de note ait déjà été en partie intégré par les marchés (pour rappel le taux grec à 10 ans de vendredi 8 septembre 2023 était inférieur à 4 %, contre 4,3 % pour l'Italie). L'agence canadienne attribue ce rehaussement de la note souveraine à la stabilité politique issue des dernières élections législatives, ainsi que par le sérieux budgétaire (excédent primaire), la résilience de l'économie grecque en 2022 (croissance de 5,9 %), la croissance des investissements, l'amélioration du compte courant, le niveau inégalé d'IDE (7,2 Md € en 2022) et les progrès significatifs réalisés en matière de prêts non performants. Ce retour à la normalité pourrait être confirmé au cours des prochaines semaines, avec la publication de nouvelles hausses de notes par Moody's (le 15 septembre) et/ou Standard and Poor's le 20 octobre (après la présentation de l'avant-projet de loi de finances 2024) et/ou Fitch le 1er décembre.

En août, pour le deuxième mois consécutif, le taux d'inflation a augmenté sur une base annuelle pour s'établir à 2,7 %, contre 11,4 % en août 2022, selon les dernières données de l'Autorité statistique hellénique. ELSTAT attribue notamment cette évolution à la hausse annuelle de 10,7 % des prix des produits alimentaires : produits laitiers et œufs (+11,9 %), huiles (+12 %), légumes (+17,6 %), eaux minérales-boissons gazeuses-jus de fruits (+14,4 %) et des fruits (+10,7 %). Par ailleurs, dans le poste de la Santé, les prix des médicaments ont augmenté de +12,4 %. En revanche, les prix du poste énergétique, hors combustibles solides (+24,2 %), se sont contractés : électricité (-6,5 %), gaz naturel (-78,8 %) et fioul (-20,7 %).

La balance des voyages au premier semestre 2023 : est restée excédentaire à 5,1 Md €, contre 4,1 Md € au S1-2022. Les recettes des services de voyages ont compensé à hauteur de 32,9 % le déficit de la balance des biens (-15,4 Md €) et ont contribué à hauteur de 76,1 % aux recettes totales des services (5,2 Md €). Les recettes de voyages ont établi un nouveau record à 6,2 Md €, en hausse de 23,9 % par

rapport au même semestre 2022. Cette hausse est portée par une augmentation du trafic touristique de 26,0 %, malgré une baisse de 2,2 % des dépenses moyennes par voyage. Les recettes touristiques en provenance de France (4ème client de la Grèce // part de 7,4 %) ont progressé de 31,1 %, à 460 M €, derrière l'Allemagne (1,1 Md €, +9,7 %), le Royaume-Uni (856 M €, +7,6 %) et les États-Unis (523,4 M €, +54,4 %). Au total, 10,1 millions de voyageurs ont visité la Grèce, en hausse de 26 % par rapport à la période correspondante en 2022. Les touristes français ont atteint 640 000 (+20,6 %), tandis que les touristes allemands demeurent la 1ère clientèle de la Grèce avec 1,5 million de touristes (+9,3 %), suivis par le Royaume-Uni (1,3 million de touristes, +6,3 %) et les États-Unis (528 300, +62,7 %). (Banque de Grèce)

Enjeux sectoriels et thématiques

La Commission a proposé de mobiliser 2,25 Md € pour aider la Grèce après les inondations meurtrières qui ont touché le pays, selon un communiqué de l'instance européenne. Il s'agira notamment de l'utilisation des fonds de cohésion non consommés de la période écoulée et de l'activation d'une partie des fonds de cohésion actuels. Il en va de même pour le Fonds social européen (FSE+), qui pourrait être mobilisé. Un troisième élément sera la politique agricole commune, qui peut jouer un rôle important. Il s'agit de deux fonds inutilisés du précédent programme de développement rural grec et la Commission examinera aussi les fonds au titre de l'actuel plan stratégique grec relevant de la PAC. Par ailleurs, la Commission est prête à examiner une demande de soutien présentée par la Grèce au titre du Fonds de solidarité. Si les États membres approuvent la proposition de la Commission relative à une dotation complémentaire du Fonds de solidarité, elle pourrait mettre à disposition du pays l'année prochaine jusqu'à 400 M €. Enfin, la Grèce pourrait envisager d'utiliser certaines des ressources au titre de NextGenerationEU.

Immobilier : Les prix du marché immobilier résidentiel grec ont enregistré une hausse de +14,5 % en g.a. au T1-2023, dépassant la moyenne de croissance de l'indice des prix du logement de la zone euro (+0,3 % en g.a.), enregistrant la 6e année de reprise et la plus forte croissance en g.a. depuis plus de 30 ans. Une nouvelle hausse des prix de l'immobilier résidentiel a été enregistrée au T2-2023, de +13,9 % sur un an. La progression est également observable en variation trimestrielle, à +2,5 % par rapport au T1. Sur la base de l'ancienneté des appartements, l'inflation immobilière a été plus élevée pour les appartements de plus de 5 ans, à +14,1 % sur un an et à +13,8 % pour les appartements neufs. La hausse est perceptible dans l'ensemble des zones urbaines, dont 14,1 % à Athènes, 16,4 % à Thessalonique, 14,6 % dans les autres grandes villes et 12,1 % dans les autres régions du pays ; et s'expliquerait principalement par la dynamique de la demande ainsi que la hausse des coûts de construction. (Banque de Grèce). Selon une étude de la Banque nationale de Grèce, les coûts de construction élevés et la résilience de la demande devraient entraîner à court terme une hausse moyenne des prix de l'immobilier d'environ 7 % par an. A long terme, l'étude estime qu'un total de plus de 45 Md € de nouveaux investissements dans l'immobilier résidentiel seront nécessaires d'ici 2030, afin d'assurer l'équilibre entre l'offre et la demande et d'atteindre l'objectif d'amélioration énergétique d'environ 10 % du parc immobilier existant de résidences.

Roumanie

Macroéconomie et finances

L'économie roumaine enregistre une croissance de +0,9 % au deuxième trimestre , avec une croissance du premier trimestre révisée à +0,5 %. Au premier semestre, l'économie a ainsi cru de +2,8 % par rapport au S1 2022. La croissance du premier semestre a notamment été portée par la progression de la consommation des ménages (+3,9 %), qui demeure le principal moteur de l'économie, mais également par la forte hausse de la formation brute de capital fixe (+11,2 %) et par la réduction du déficit commercial observée depuis le début de l'année. Cependant, les entreprises ont réduit leurs stocks au cours de la période, ce qui a impacté négativement la croissance.

L'indice des Prix à la Consommation (IPC) a progressé de +0,5 % en août, par rapport au mois précédent. Si l'inflation alimentaire a reculé (-2,0 %), les prix des produits non-alimentaires (+2,4 %) et des services (+0,4 %) ont progressé, portés par le renchérissement des produits médicaux, d'hygiène et de cosmétiques (+9,9 %), du carburant (+3,9 %) ou encore des produits chimiques (+2,2 %). Ces derniers ont notamment été impactés par le rebond du cours du pétrole. Par ailleurs, le prix du tabac et de l'alcool a progressé de +1,1 % à la suite de la hausse des droits d'accises sur ces produits à partir du 1er aout. L'inflation annuelle a atteint +9,4 %, en raison de la progression de l'IPC alimentaire au cours de l'année écoulée (+11,9 %).

Le salaire net moyen a légèrement reculé en juillet, à 4 565 RON (923,9 €), sous l'effet d'un recul des rémunérations dans le secteur publicitaire (-14,6 %), des activités financières et d'assurance (-3,1 %) ainsi que dans l'industrie manufacturière (-0,9 %) laquelle a été confrontée à une dégradation de la conjoncture. Au cours des 12 derniers mois, le salaire moyen a cependant progressé de +14,8 % et les salariés de l'ensemble des secteurs de l'économie ont bénéficié d'une hausse de leur rémunération. Le salaire réel a progressé de +4,9 % en un an, soutenu par le ralentissement de l'inflation et la résilience du marché du travail.

Enjeux sectoriels et thématiques

La Roumanie demande une modification de son Plan de Relance et de Résilience (PNRR) auprès de la Commission européenne et souhaite notamment renforcer son chapitre REPowerEU pour accroitre la production d'énergie verte, améliorer l'efficience énergétique des bâtiments ou encore renforcer les programmes de formation aux métiers de la transition énergétique. Cette demande de modification du PNRR induit notamment une diminution de l'enveloppe prévue pour les investissements de santé à hauteur de 720 M € initialement budgétés pour financer la rénovation de 6 hôpitaux publics.

L'indice de Production Industrielle (IPI) a reculé de -5,1 % sur les 7 premiers mois de l'année, en glissement annuel. Malgré la hausse de la production des activités extractives (+3,0 %), l'IPI a été tiré vers le bas par la forte baisse de la production énergétique (-11,2 %). La production manufacturière a également reculé (-4,4 %) depuis le début de l'année, sous l'effet du ralentissement de la demande intérieure et mondiale. En juillet, la production industrielle est cependant repartie à la hausse par rapport au mois précédent (+0,6 %), après 3 mois de baisse consécutive.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : **www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international**

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA RELANCE

Responsable de la publication : **Service économique régional d'Athènes**
Rédacteurs : **SER Athènes, SE Bucarest, SE Sofia**

Pour s'abonner :
Crédits photo :

Athenes@dgtresor.gouv.fr